

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 17/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ISDI GESTION DECHETS RECYCLABLES SARL

ROUTE DU PREVENTORIUM
BP 41
11210 Port-la-Nouvelle

Référence : UID11/66-C3-2023-422
Code AIOT : 0006606130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de la société GESTION DECHETS RECYCLABLES SARL implanté Plaine de Dessus Sud 11480 La Palme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISDI GESTION DECHETS RECYCLABLES SARL
- Plaine de Dessus Sud 11480 La Palme
- Code AIOT : 0006606130
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SGDR (Gestion Déchets Recyclables) est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit « plaine de Dessus Sud » sur la commune de La Palme. Cette autorisation est accordée par l'arrêté préfectoral n° 2008-11-6455 du 16 décembre 2008.

Le site comble une ancienne carrière (parcelle D 284), les déchets admis sont exclusivement des déchets inertes issus du BTP (remblais, briques, etc.).

Le site exerce également les activités :

- 2517-3 (station de transit de produits minéraux) pour 10.000 m² ;
- 2515-2b (broyage, concassage et criblage) par une installation mobile de 350 kW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- registre des déchets
- constats de la précédente visite
- situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Défaut d'autorisation	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-7	/	Sans objet
2	Catégories de déchets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 2	/	Sans objet
4	rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 8	/	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article Annexe I, 2.3	/	Sans objet
7	Déchets d'enrobés bitumineux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article Annexe I, 3.6	/	Sans objet
8	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.2	/	Sans objet
9	document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
10	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12	/	Sans objet
11	surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	/	Sans objet
12	Registre : présence registre déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
13	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	quantités maximales	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 5	/	Sans objet
5	Sécurisation des conditions d'accès	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 8		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux documents justifiant la conformité des installations sont manquants. L'exploitant doit notamment confirmer la superficie de l'aire de transit et améliorer la traçabilité des déchets entrants et sortants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défaut d'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-7
Thème(s) : Situation administrative, Stockage de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p> <p>I bis. – L'enregistrement porte également sur les installations, ouvrages, travaux et activités relevant de l'article L. 214-1 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. Ils sont regardés comme faisant partie de l'installation et ne sont pas soumis aux dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6 et du chapitre unique du titre VIII du livre Ier.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté une superficie de l'aire de transit susceptible d'être supérieure à 10 000 m².</p> <p>Certains tas de matériaux sortent du périmètre de l'autorisation ICPE.</p> <p>Cette installation pourrait être potentiellement soumise à enregistrement pour la rubrique 2517 et devrait alors respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013.</p> <p>L'établissement n'est pas titulaire à ce stade d'un arrêté d'enregistrement pour cette activité. Il dispose pour l'instant d'un récépissé de déclaration n°2014-0034 daté du 7 août 2014 portant sur les rubriques de la nomenclature des ICPE n° 2515 2b et n° 2517-3.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mesurer, reporter sur un plan cadastré et borner l'aire de transit.</p> <p>Les justificatifs de la superficie de l'aire de transit devront être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Catégories de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Plâtre
Prescription contrôlée : Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets Inertes: [...]
Constats : Il a été constaté plusieurs tas de déchets contenant de grandes quantités de plâtre. Il est rappelé que ce type de déchets n'est pas autorisé pour un stockage dans l'ISDI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : quantités maximales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 5
Thème(s) : Situation administrative, quantités maximales
Prescription contrôlée : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site de stockage sont limitées à : Déchets inertes (hors déchets d'amiante liés à des matériaux inertes) : 1 000 m ³ Déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 100 m ³
Constats : L'exploitant a confirmé que l'ISDI était complètement remblayée, qu'il n'y avait plus de déchets stockés et que l'apport de déchets amiantés était terminé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 8
Thème(s) : Autre, rapport annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis en stockage et les éventuels effets néfastes constatés, ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. À cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, en outre les quantités de déchets reçues sur le site et le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas fourni le rapport annuel sur les types et quantités de déchets admis.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécurisation des conditions d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 8
Thème(s) : Autre, Sécurisation des conditions d'accès
Prescription contrôlée : En urgence le pétitionnaire devra sécuriser les conditions d'accès au droit de la RD 6009 : Sur la RD 6009 en interdisant les cisaillements par la mise en place au sol d'une ligne continue et l'installation d'un panneau d'interdiction de tourner à gauche dans le sens Perpigna-Narbonne. Pour accéder au site en venant de Perpignan les utilisateurs devront aller jusqu'au giratoire 709/6009 et pour aller vers Narbonne en sortant du site les utilisateurs devront prendre l'échangeur 627/6009. Sur le chemin d'accès en installant en sortie un panneau d'interdiction de tourner à gauche, et un cédez le passage avec en complément le marquage au sol de type T'2 50 cm. Pour minimiser les boues et la poussière le pétitionnaire devra également revêtir sur 20 mètres à partir de la RD le chemin d'accès.
Constats : Le panneau « d'interdiction de tourner à gauche » et le panneau « cédez le passage » avec en complément le marquage au sol ont été installés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article Annexe I, 2.3
Thème(s) : Autre, dispersion de déchets par envol
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment : - les émissions de poussières ; - la dispersion de déchets par envol (cf : 2.8). L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.
Constats : Le grillage entourant l'installation contenait quelques déchets plastiques en partie basse lors de l'inspection. Les abords n'étaient pas débroussaillés le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déchets d'enrobés bitumineux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article Annexe I, 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, document préalable
Prescription contrôlée : Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.
Constats : L'exploitant a présenté un pak maker, accessoire permettant d'identifier la

présence de goudron, et a indiqué refuser les déchets ayant un contrôle positif. Il a rédigé une consigne d'utilisation. Les résultats ne sont pas indiqués sur le document préalable.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.2
Thème(s) : Autre, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.
Constats : Une partie des stocks de matériaux est hors de la zone clôturée, en accès libre. Il est demandé à l'exploitant de déplacer les stocks à l'intérieur de la zone clôturée ou de clôturer les installations. Le périmètre de l'autorisation ICPE doit être respecté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Autre, document préalable
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.
Constats : Sur le bon n° 32386 fourni par l'exploitant il manque les coordonnées du producteur des déchets et son numéro SIRET, le nom et les coordonnées du transporteur et le numéro SIRET, l'origine des déchets (adresse) et le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets. Le document n'est pas signé par le producteur des déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, extincteurs et registre
Prescription contrôlée : Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.
Constats : L'exploitant dispose d'un extincteur dans le local du basculier et dans l'engin de chantier. Ces extincteurs sont dans leur emballage en carton, ils ne sont pas facilement utilisables et visibles. La vérification périodique n'avait pas été effectuée sur les 2 extincteurs et le registre de vérification périodique n'est pas complété.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des retombées atmosphériques de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques [...]
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de mesures en 2022. Il a précisé ne pas avoir réalisé de campagne de concassage ou criblage de matériaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Registre : présence registre déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Sur le bon n° 32386 fourni par l'exploitant il manque le code du déchet entrant, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement

expéditeur des déchets, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou du transporteur, ainsi que le numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement, le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Registre : présence registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <p>- la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <p>- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <p>- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <p>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</p>

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet